
À la lumière de la récession qui se prolonge, tous les partis politiques ainsi que plusieurs gouvernements provinciaux et le monde du travail et des affaires continuent d'exercer des pressions extrêmes sur le gouvernement pour qu'il prenne les mesures voulues afin de protéger les industries devenues vulnérables au triple assaut du déclin économique, des forts taux d'intérêt et de la concurrence extrêmement vive que livrent les importations. Nous nous préoccupons évidemment beaucoup du sort de ces industries et, pour certaines d'entre elles, nous envisageons des moyens de les protéger de préjudices sérieux et de pratiques commerciales déloyales.

Il est donc impérieux, en cette période de récession prolongée, que les grandes nations commerçantes fassent preuve de la sensibilité et de la détermination nécessaires pour trouver des solutions satisfaisantes. L'absence de collaboration pour alléger ces pressions pourrait avoir des conséquences désastreuses.

Nous sommes fermement décidés à ne pas oublier les leçons des années 30. Nous ne devons donc pas placer notre économie dans un carcan qui empêchera toute adaptation et toute croissance réelle dans les années 80. Ni les barrières tarifaires imposées par des politiques d'égoïsme sacré, ni le soutien artificiel de secteurs peu rentables, ni même les mesures superficielles ne représentent des solutions de rechange efficaces ou convaincantes. Puisqu'il dépend du commerce extérieur et que son marché intérieur est réduit, le Canada a beaucoup à perdre et peu à gagner de guerres commerciales bilatérales ou de concepts rigides de réciprocité. C'est aussi simple que cela.

Importance du commerce pour le Canada

Je demeure convaincu que le commerce peut être le moteur de la croissance, et que des possibilités commerciales élargies pourraient fortement engendrer de nouveaux investissements et créer des emplois. Nombre de vous partagent sans doute ce point de vue et attachez la priorité au maintien et au renforcement d'un environnement commercial ouvert.

Il faut mentionner que nous continuons d'enregistrer un excédent commercial, ce qui, d'ailleurs, est essentiel si nous voulons que le Canada continue à faire son chemin dans le monde. Nous connaissons ainsi un excédent commercial depuis vingt-quatre mois consécutifs, réalisation égalée par très peu de pays. En 1981, notre compte-marchandises a enregistré un excédent de 7,4 milliards de dollars et, pour le premier trimestre de 1982, notre excédent commercial désaisonnalisé a dépassé 5 milliards de dollars. Si vous comparez ces chiffres à la tendance observée chez nos principaux partenaires commerciaux — États-Unis et Communauté européenne — vous remarquerez que leur compte-marchandises a enregistré un déficit qui se chiffre dans les dizaines de milliards de dollars pour 1980 et 1981.

Permettez-moi de citer un exemple précis de la façon dont l'économie canadienne a profité du commerce. En 1965, avant la conclusion du Kennedy Round, le Canada exportait 20 p. 100 de sa production de machines et d'équipements tandis que 54 p. 100 des besoins canadiens étaient comblés par des importations. En 1980,